

Le droit à la sécurité des femmes (p. 5)

COMMUNISTES

**Faire de 2024
l'année du pouvoir
d'achat** (p. 3)



Vidéo

**Vœux 2024
de Fabien
Roussel,
secrétaire
national
du PCF**

Bourse

Grandeur et misère du libéralisme : l'AME, l'Autorité des marchés financiers, estime, après études et enquêtes, que la Bourse revient à la mode. Faire un placement en actions séduirait, dit-elle, de plus en plus de monde. Et en particulier les jeunes, les moins de 35 ans : 43 % d'entre eux s'y intéresseraient (+ 13 % en un an). Mais lorsque l'on rentre un peu dans le détail, un autre chiffre vaut le détour : les plus jeunes sont les plus exposés aux arnaques, apprend-on. Attention aux offres qui circulent sur les réseaux sociaux, relayés par des influenceurs. 35 % des moins de 35 ans ont déjà été victimes d'une escroquerie sur un placement financier. ⚡

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse: €

**"Donner les moyens
au PCF d'intervenir"**

Chèque à l'ordre de "ANF PCF" : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



Dessin de 2018 publié dans le livre « Je suis Razan » disponible auprès des éditions Arcane 17



Chantal Montellier

Pour faire connaître vos initiatives, faites-le savoir par mail à Léna Mons < Imons@pcf.fr >

17 janvier, à partir de 18 h : André Chassaing présentera son livre *Cuba, une étoile dans la nuit*. Salle des fêtes, Saran (45)

18 janvier, à partir de 18 h : Initiative de la Fondation Gabriel-Péri : A propos de Lénine – Rencontre. Avec Jean-Numa Ducange (professeur d'histoire contemporaine Université de Rouen (IUF), Florian Gulli (professeur agrégé de philosophie, enseignant), Jean Quétier (philosophe). Pour assister à la conférence, écrivez à : inscription@gabrielperi.fr. Pour rejoindre la visioconférence :

https://us02web.zoom.us/webinar/register/WN_0XzDpshPQxy0FEEU9CbqLg#/registration. À la Fondation Gabriel-Péri.

20 janvier, à partir de 9h30 : L'Amicale des Vétérans et de la Mémoire militante du PCF 78, le PCF 78 et le MJCF 78 organisent une rencontre-débat sur le thème « Manouchian et 100 ans d'internationalisme du PCF », avec la participation de Nicolas Devers-Dreyfus. Salle Pablo-Picasso, Trappes (78)

21 janvier : Marches pour la liberté, l'égalité et la fraternité pour demander le retrait de la loi immigration. Dans toute la France, trouvez la marche la plus proche de vous ici : <https://www.21janvier.fr/>

21 janvier, à partir de 10 h : Fête du journal *Les Allobroges de la Drôme*. Débat avec Vincent Boulet « Enjeu des élections européennes dans le contexte mondial », temps festif avec animation musicale, tables de lecture. Gérard Le Puill, auteur, y présentera et dédicacera son livre *Choses apprises depuis 2020 pour agir contre la faim*. Inscription & réservation pour le repas - couscous ou tagine au prix de 18 euros - contacter Fédération du PCF par mail à : pcf.26@orange.fr. Salle Yves-Péron (MJC Robert-Martin), Romans-sur-Isère (26)

23 janvier, à partir de 19 h : Vœux de l'Humanité. Inscription sur contact@humanite.fr. Siège de l'Humanité, Saint-Denis (93)

25 janvier, à partir de 19 h : Projection du film « Captives », suivie d'un débat « Misère de la psychiatrie, quelle prise en charge de la santé mentale en France ? », en présence du réalisateur et du Dr Hélène Monsonogo. Participation aux frais : 10 €. Réservation sur contact@paris13.pcf.fr ou <https://pcfparis13.nationbuilder.com/>. Cinéma UGC

Gobelins, Paris 13

26 janvier, à partir de 14h30 : Initiative de la Fondation Gabriel-Péri : L'histoire de la Société russe de la Croix Rouge comme miroir des mutations de l'État soviétique (1917–1963). Avec Jean-François Fayet (directeur du Département d'histoire contemporaine de l'Université de Fribourg, chercheur associé au CERCEC de l'EHESS), Jean-Numa Ducange (professeur d'histoire contemporaine Université de Rouen (IUF), Corentin Lahu (docteur en histoire, archiviste). Pour assister à la conférence, écrivez à : inscription@gabrielperi.fr. Pour rejoindre la visioconférence : https://us02web.zoom.us/webinar/register/WN_K69EZbUxSF6j5bqSVfvYgQ#/registration. À la Fondation Gabriel-Péri

27 janvier, à partir de 11 h : Vœux de la section de Villetaneuse autour d'une galette. 39 rue Roger Salengro, Villetaneuse (93)

1^{er} février, à partir de 18h30 : Initiative des Amis de l'Humanité dans la Somme sur l'économie sociale et solidaire (ESS), avec Frédéric Fauvet, président du CRAJEP Hauts-de-France, Lucien Fontaine, fondateur de Collab Solidaire, et Janine Guespin du collectif ESS du PCF. Espace Dewailly, salle Lucie-Aubrac, Amiens (80)

5 février, à partir de 19 h : Vernissage de l'exposition consacrée à Missak et Mélinée Manouchian. Siège national du PCF (75019)

8 février, à partir de 18h30 : Débat sur les prochaines élections européennes suivi par un apéritif dinatoire organisé par la section José-Marti. Réservations au 0670521932 ou pcf.pignan@orange.fr. Caves du château de Pignan (34)

15 février, à partir de 17h30 : Les communistes de la CASA (Communauté d'agglomération Sophia Antipolis) organisent une journée d'hommage à Missak et Mélinée Manouchian et aux FTP-MOI. Au programme : projection d'un film retraçant l'histoire du « Groupe Manouchian », débats et échanges, exposition photos et documents, stands d'associations, buffet... Espaces du Fort Carré, Antibes (06)

Faire de 2024 l'année du pouvoir d'achat

Lors de la présentation de ses vœux, lundi 15 janvier, au siège du PCF, devant une assistance particulièrement fournie, Fabien Roussel a rappelé que les communistes se plaçaient clairement dans le camp de la paix. Puis il caractérisa ainsi la situation française : « Franchement, ce gouvernement, c'est le grand retour de l'UMP, l'Union pour une Minorité de Privilégiés. Le Président nous l'a vendu comme un vent de fraîcheur qui allait souffler sur la France, mais ça sent déjà le vieux, le renfermé et le rance !

La politique qu'ils entendent mener est vieille, elle sent la naphthaline : Taper sur les services publics ; Défendre le privé ; Baisser les impôts des plus riches ; Taxer les travailleurs, Ne surtout pas augmenter les salaires et bien sûr ; Libérer les grands groupes de toute entrave au capital, de toute réglementation, de toute imposition !

Mais ça fait des années que ça dure ! Ils sont incapables de se renouveler alors qu'il y a urgence à changer de logiciel pour relever le défi social et le défi climatique, pour accompagner l'allongement de la durée de la vie, pour anticiper les révolutions technologiques comme l'intelligence artificielle ! Et ce ne sont que quelques exemples...

Il y a tant de fractures à réparer dans notre pays. Tant de priorités. Comment peuvent-ils à ce point ignorer ce que les Françaises et les Français vivent au quotidien et ce dont ils ont besoin ?

Cette France-là, je la connais, je vais à sa rencontre : 33 déplacements en 18 mois, depuis septembre 2022. 23 rencontres publiques ou meetings, soit plus de 9 000 personnes rencontrées avec qui j'ai pu discuter des enjeux locaux comme nationaux. D'ici 2027, j'aurai parcouru les 101 départements français, de l'Hexagone et d'Outre-mer.

La désertification médicale, la défense des services publics, la vie chère, la défense des entreprises, la désindustrialisation, l'agriculture... tant de sujets qui nourrissent les échanges dans tout le pays.

Et par-dessus tout : une inquiétude nouvelle, unanimement partagée, celle de ne pas pouvoir s'en sortir, même en travaillant.

La réalité est là. Il n'y a jamais eu, dans notre pays, autant de salariés payés au SMIC. Plus 600 000 rien que pour l'année dernière. Plus de 3 millions, dont une majorité de femmes.

En quelques années, la part des salariés du privé touchant le salaire minimum est même passée de 14,5 % en 2022, à 17,3 % en 2023. C'est la smicardisation de la France ! Près d'un actif sur cinq touche moins de 1 400 euros par mois !

C'est pourquoi nous avons lancé la semaine dernière une opération « vérité sur les salaires » avec une idée simple : montrer par des exemples concrets la réalité des salaires pour qu'enfin – enfin ! – ces mes-



sieurs de Bercy ou de l'Élysée se rendent compte du sort qu'ils réservent aux travailleurs de ce pays.

Depuis cette annonce, nous recevons des centaines de feuilles de paie. Les exemples sont édifiants. Ils restent plafonnés à des salaires avec souvent beaucoup d'ancienneté. En voici quelques exemples :

- Conductrice de car scolaire. 48 km par jour pour se rendre au car. Commence à 5 h du matin 5 jours par semaine. Gagne à peine plus que le RSA parce qu'en temps partiel. Pas de prime d'activité car son mari agriculteur touche trop. Doit faire le plein d'essence pour aller travailler. 687,67 €.

- Caissière à Monoprix, 35 ans d'ancienneté. 1 465,85 € avant imposition
- Réceptionniste dans un hôtel parisien, 3 ans d'ancienneté, 7 années d'expérience. 1 482,07 €.

- Salarié et embauché dans le textile depuis 1989. 34 ans d'ancienneté, une fille qui habite avec lui et l'aide souvent financièrement. 1 661 €.

- Aide-soignante diplômée d'État, 1er poste, 1re expérience. 1 563 € mais sauvée par la prime SEGUR.

L'ancienneté, les compétences ne sont pas prises en considération.

C'est pourquoi nous voulons faire de cette année 2024 l'année du « pouvoir d'achat », en formulant le vœu qu'il soit réparé, en mettant la justice sociale et la justice fiscale au cœur de tous nos combats.

Ce combat que nous menons, avec tous les militants, les élus communistes que je salue, c'est un vrai projet de société et c'est un pacte que nous voulons passer avec les Français, avec la jeunesse, avec le monde

**Opération « vérité sur les salaires »
Face à la smicardisation de la France, le gouvernement doit agir !**

En ce début d'année 2024, le pouvoir d'achat demeure la priorité des Français.



Ces dernières années, sous les coups de l'inflation et en l'absence d'une véritable politique salariale, la France s'est « smicardisée ». Alors qu'en 2021, 12 % des travailleurs étaient payés au Smic, ils sont aujourd'hui 17,3 %. La France compte ainsi, en ce début d'année, 3,1 millions de salariés payés au Smic, dont 58 % de femmes travaillant dans des secteurs économiques essentiels.

Cette France condamnée aux petits salaires, c'est le résultat d'une politique économique sciemment mise en œuvre par le gouvernement, reposant sur l'exonération de cotisations sociales sur les bas revenus et le refus d'indexer l'ensemble des salaires sur l'inflation. En ce début d'année 2024, ce que veulent les Françaises et les Français, c'est voir leur pouvoir d'achat augmenter et vivre dignement de leur salaire.

C'est pourquoi le PCF interpelle le futur Premier ministre sur cette réalité inacceptable que le gouvernement semble ignorer et lance, dans le cadre de sa campagne pour le pouvoir d'achat et contre la vie chère, « l'opération vérité sur les salaires, les retraites et les revenus du capital ».

Le PCF invite ainsi les salarié-e-s à lui envoyer leur fiche de paie, en masquant leur nom et en indiquant leur ancienneté, à l'adresse suivante : salaires@pcf.fr

Fabien Roussel, secrétaire national du PCF, et les deux présidents des groupes parlementaires, André Chassaigne et Cécile Cukierman, demandent à être reçus à Matignon le 3 février prochain, afin de remettre au Premier ministre l'ensemble de ces fiches de paie ainsi que les dizaines de milliers de pétitions déjà signées exigeant l'indexation des salaires sur l'inflation. ✪

Parti communiste français
Paris, le 9 janvier 2024

VŒUX DU PCF 2024

du travail. Je salue les dirigeants de la Jeunesse communiste et de l'Union des étudiants communistes ici présents, car ils partagent ce combat et nous le mènerons ensemble pour dénoncer la précarité étudiante et dans la jeunesse qui les frappe.

La France du travail, la France de l'égalité que nous défendons, c'est celle qui fera reculer l'inflation et qui permettra à chacun de vivre de son travail ! C'est celle qui reprendra la main sur le pouvoir dans les entreprises en permettant aux salariés d'intervenir sur tous les choix, sur la production et sur la répartition des richesses, davantage en faveur du travail et moins en faveur du capital. C'est celle qui s'attaquera au scandale des prix de l'énergie alors que nous avons un atout maître dans notre pays, grâce aux milliards d'investissements réalisés dans le nucléaire, dans les barrages hydroélectriques comme dans l'éolien.

Oui, nous voulons diviser par trois les factures d'électricité des Français, des entreprises et des services publics avec une entreprise publique, souveraine, et émancipée du marché européen de l'énergie ! Nous ferons de l'énergie la grande bataille des élections européennes. Plus 70 % de hausse d'électricité en 10 ans, alors que nous avons tout sous la main pour produire, distribuer, l'électricité la moins carbonée d'Europe !

Oui, nous voulons faire de l'énergie le cœur de la reconquête du pouvoir d'achat mais aussi de la reconquête industrielle de notre pays.

Enfin, nous voulons une France du travail avec des salaires et des retraites dignes !

Cette campagne sur les salaires, nous la mènerons partout, à l'Assemblée nationale, au Sénat, dans les entreprises, dans la rue, à la porte de Matignon et jusqu'au Parlement européen !

Nous irons à Matignon le 3 février prochain pour porter ces centaines de milliers de pétitions contre la vie chère et toutes ces fiches de paie que nous recevons. Nous composerons une délégation avec les salariés qui le souhaitent et j'attends que Gabriel Attal puisse nous recevoir afin d'échanger avec lui sur les propositions que nous avons dans ce domaine. Les Français doivent pouvoir vivre heureux de leur travail.

D'autant que j'ai une bonne nouvelle ! Cet argent qui manque à nos salaires, à nos services publics, à nos collectivités locales, il n'a pas disparu. Il a été « transféré », privatisé, capté, que dis-je : capitalisé. La crise, tout le monde ne la ressent pas de la même manière. En 2023, les patrimoines cumulés des 500 plus grandes fortunes de France ont atteint un record de 1 170 milliards d'euros, soit 45 % du PIB. En 2017, quand Emmanuel Macron est arrivé à l'Élysée, il était de 570 milliards d'euros.



Il a doublé sous sa présidence.

De leur côté, dans la même période, les actionnaires des entreprises du CAC 40 ont vu leurs dividendes passer de 51 milliards en 2017 pour atteindre 97 milliards d'euros en 2023.

Nous voulons de la justice sociale, de la justice fiscale. Plus d'impôts pour le capital, moins pour le travail.

Ce ne sont pas des primes que les travailleurs demandent, ni la charité, c'est le respect. Le respect et l'égalité. Ce que nous demandons, c'est une rémunération digne du travail et des travailleurs tenant compte de l'ancienneté, des diplômes, de la dureté des métiers, de l'égalité salariale femmes-hommes... Je veux mettre l'égalité et le travail au cœur de nos combats car ce sont les ciments de notre cohésion sociale.

C'est par le travail et par sa juste reconnaissance que nous pourrions permettre à nos concitoyens de se projeter à nouveau dans l'avenir et que nous redonnerons à la France une ambition et un destin collectifs. Oui, c'est un projet de société, et ce combat, nous ne le mènerons pas seuls.

Avec vous, avec le monde du travail, avec les forces vives de la nation, politiques, syndicales, associatives, avec nos partenaires de gauche, avec toutes celles et tous ceux qui le souhaitent, nous travaillerons à concrétiser cette reprise en main de notre avenir commun.

Au fond, mes amis, à travers tous les enjeux que je viens d'évoquer, ce qui va se jouer n'est autre que la reconstruction d'une perspective politique, porteuse d'espoir pour notre peuple et de confiance retrouvée pour le monde du travail.

C'est avec tous les Français que nous voulons, demain, construire un nouveau front populaire et porter au pouvoir une politique de progrès, de justice, de démocratie et de paix.

Alors, si vous en êtes d'accord, pour conclure ce propos, formons ensemble le vœu d'une France réconciliée avec elle-même, une France heureuse et fière de ses richesses, confiante en son avenir. Une France à nouveau prête à séduire le monde et à l'entraîner dans la sarabande joyeuse des jours heureux. » ✨



La section d'Ivry-sur-Seine a organisé son premier « Goûter Solidaire » de l'année !

C'était avec l'ambition de porter un événement populaire et festif que nous avons fait le choix d'impulser la construction de cette initiative avec plusieurs associations de la ville. L'APEIS, Femmes solidaires, La Pagaille-recyclerie, Les Bergers, le Secours populaire français, Solidaritess et le Parti communiste français ont œuvré ensemble pour construire et animer cet événement.

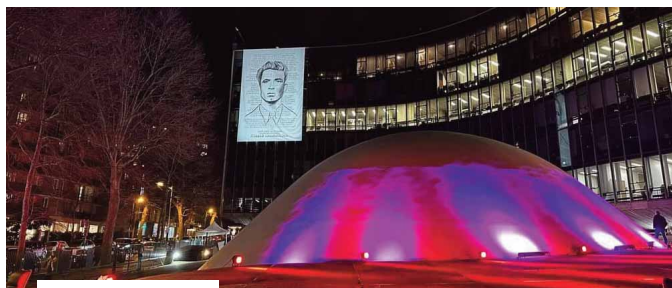
C'est avec le soutien de 50 bénévoles associatifs et 15 camarades que nous avons pu donner à cette rencontre toute sa substance et faire de cet après-midi un temps fraternel et solidaire.

Nous avons dénombré près de 300 familles ivryennes qui ont participé aux différentes animations organisées pendant l'événement.

Le goûter solidaire s'est conclu par la distribution d'une boîte de chocolat pour l'ensemble des familles présentes. ✨

Pour le collectif de la section d'Ivry

Antonin Zian



Le droit à la sécurité des femmes

Le PCF était présent dans les rassemblements de ce jeudi 11 janvier devant les préfetures et les palais de justice contre toutes les formes de violences sexistes et sexuelles.

Les propos d'Emmanuel Macron sur Gérard Depardieu ont choqué au-delà de nos frontières. Son mépris est à l'image de son inaction envers sa prétendue « grande cause du quinquennat » qui n'a jamais été assortie de moyens.

Un État qui ne fait pas son travail et ne protège pas la moitié de la population, une absence totale de volonté politique, une indifférence affichée du chef de l'État : voilà comment se construit une impunité qui se manifeste au travers d'une justice défaillante.

Face à cela, le collectif unitaire « grève féministe » a publié une tribune intitulée « Gardez votre vieux monde, nous en voulons un sans violence sexiste et sexuelle » qui appelait à se rassembler ce jeudi 11 janvier. Nous avons soutenu cette tribune et cet appel.

Nous avons également lancé une pétition en ligne pour un plan national de lutte contre les violences sexistes et sexuelles :

https://www.pcf.fr/petition_pour_la_vie_des_femmes?utm_campaign=11_janvier&utm_medium=email&utm_source=pcf



Pétition pour un plan contre les violences sexistes et sexuelles !

Dans une récente interview au sujet de l'affaire Depardieu, Emmanuel Macron a révélé tout son mépris envers la lutte contre les violences sexistes et sexuelles. Des propos à l'image de son inaction envers sa prétendue « grande cause du quinquennat » qui n'a jamais été assortie de moyens.

Pouvez-vous signer ?

Prénom Nom

Email

Téléphone mobile

Pays France

Adresse postale

Complément ... Code Postal

Ville

Une justice défaillante et un État méprisant

80 % des plaintes pour viol sont classées sans suite et seulement 1 % d'entre elles aboutit à une condamnation faute de moyens et d'investissement.

Pour lutter contre les violences faites aux femmes, l'État dépense 184,4 millions quand la Fondation des Femmes estime à au moins 2,6 milliards d'euros le budget nécessaire.

Nos propositions pour le droit à la sécurité des femmes, contre toutes les formes de violences sexistes et sexuelles :

- Créer des brigades et juridictions spécialisées pour une justice dotée de formations, moyens humains et financiers à la hauteur des enjeux spécifiques des violences sexistes et sexuelles.
- Mettre fin à l'impunité en établissant une liste d'actes d'enquête minimaux sans lesquels le procureur ne pourrait pas classer sans suite une affaire.
- Rendre gratuite l'assistance juridique pour les personnes victimes de violences sexuelles et/ou conjugales, informer les victimes de leurs droits dès le dépôt de plainte et mettre en place le dispositif visant à assurer le respect d'une ordonnance de protection par la police.

- Renforcer le nombre de places d'hébergement d'urgence et de logements pérennes.
- Débloquer les 3 milliards d'euros nécessaires à la lutte contre les violences faites aux femmes.
- Investir dans les structures de protection de l'enfance qui alertent sur la précarité grandissante de leurs capacités d'action et de leurs conditions d'accueil. Élaborer des politiques publiques pour prendre en compte le continuum de violences de l'enfance à l'âge adulte, en luttant contre la pédocriminalité et la culture du viol, exige de développer les services publics à égalité sur l'ensemble du territoire et de former toute la chaîne des professionnel·les concerné·es.
- Appliquer la loi Aubry de 2001 relative aux cours d'éducation à la vie sexuelle et affective.
- Permettre l'accès, immédiat et gratuit, à des soins en psycho-traumatologie pour toutes les victimes et co-victimes. Chaque département doit se doter d'un centre de psycho-traumatologie avec un accueil médico-judiciaire et un Centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS). ⚡

Shirley Wirden
membre du CEN

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.

Je verse: €

Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.

NOM: PRÉNOM:

ADRESSE:

CODE POSTAL..... Ville.....

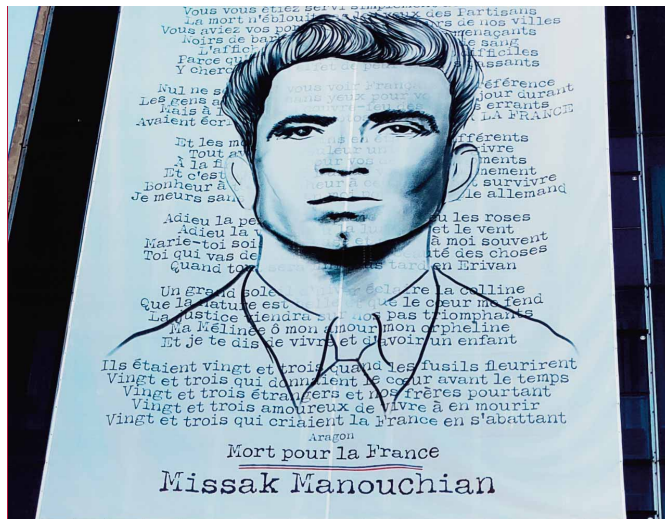
Chèque à l'ordre de "ANF PCF"
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Avec Manouchian

Missak Manouchian entre au Panthéon le 21 février prochain avec Mélinée. C'est un événement dans notre pays en proie à l'oubli et aux fièvres xénophobes.

Oui, il n'y a pas si longtemps, notre pays a vécu à la première personne l'expérience des extrêmes droites au pouvoir avec Vichy et l'occupation nazie. Oui, face à ce flot d'horreurs, il est des hommes et des femmes qui ont bravé tous les dangers pour que reflue la nuit. Nombreux parmi eux, les communistes ont été jusqu'ici méticuleusement effacés de la mémoire nationale : au Mont-Valérien, là même où la majorité des résistants fusillés étaient communistes, une immense croix de Lorraine gaulliste a été installée par le pouvoir, et jusqu'à l'œuvre récente de Pascal Convert, il n'y avait pas la moindre mention des résistants tombés dès lors qu'ils avaient au cœur cet espoir rouge d'émancipation.

Au Panthéon, la grande famille résistante restait privée de toute sa branche communiste, bien que celle-ci ne fût pas la plus mince aux temps décisifs. (Il est à noter que ces démarches d'exclusion se poursuivent tranquillement jusqu'au sein du service public. Quand France Inter et Philippe Collin veulent honorer les femmes résistantes - démarche si pertinente au demeurant -, ils ne trouvent aucune adhérente du Parti communiste, comme si Marie-Claude Vaillant-Couturier n'était pas digne des ondes nationales, pas plus que Madeleine Riffaud par ailleurs toujours vivante et flamboyante.) Injustice historique enfin réparée, la panthéonisation du couple Manouchian prend aussi (et peut-être surtout) un sens particulièrement important en ce qu'elle témoigne d'une dimension majeure de la nation française - et du meilleur de la nation française - : la place qu'y ont tenue, qu'y tiennent et qu'y tiendront les étrangers, amoureux de notre Grande Révolution et de ses idéaux. C'est un message essentiel à l'heure d'une xénophobie répandue à jet continu et dont les effets délétères se font sentir chaque jour davantage. C'est ainsi, avec fierté et ambition, que le Parti communiste entend participer à la place qui est la sienne aux commémorations accompagnant la panthéonisation de Missak et Mélinée Manouchian. Dans tout le pays, des initiatives vont se tenir, mettant en avant des figures de résistants étrangers engagés parmi les FTP-MOI. À Paris, plusieurs événements sont prévus. Le 5 février, l'exposition



Manouchian (d'ores et déjà disponible pour toutes fédérations ou sections) sera inaugurée place du Colonel-Fabien lors d'une soirée qui rassemblera Fabien Roussel, Pierre Ouzoulias, Denis Peschanski, Jean Vigreux, Jean-Pierre Sakoun et Claudie Bassi-Lederman (suivie d'une projection du film consacré à la MOI, « Nous étions des combattants »). Le 9 février, la Fondation Gabriel-Péri proposera au Sénat une grande initiative autour du secteur de la Main-d'Œuvre immigrée, en même temps qu'elle dévoilera son exposition virtuelle. Le 20 février, place du Colonel-Fabien, une soirée mettra à l'honneur Manouchian poète, avec le concours de la revue *Europe*, avant de donner la parole à artistes, auteurs et historiens qui ont Missak au cœur (de Didier Daeninckx à Serge Wolikow en passant par Gérard Streiff). Le 21, les communistes seront présents en nombre pour cette journée d'hommage national qui parle d'hier mais qui parle tant d'aujourd'hui. ✪

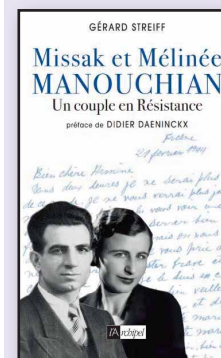
Guillaume Roubaud-Quashie

Gérard Streiff

MISSAK ET MÉLINÉE MANOUCHIAN

Un couple en Résistance

préface de **Didier Daeninckx**
postface de **Jean-Pierre Sakoun**



Une biographie croisée à l'occasion de l'entrée au Panthéon, le 21 février 2024, du célèbre couple de résistants

21 février 1944, prison de Fresnes. Missak Manouchian écrit à Mélinée : « Nous allons être fusillés cet après-midi à 15 heures. [...] Au moment de mourir, je proclame que je n'ai aucune haine contre le peuple allemand. »

Trahi, traqué, arrêté, torturé, jugé par un tribunal militaire allemand avec ses camarades, Missak apparaît au milieu de l'affiche rouge qui recouvre bientôt les murs des villes de France pour attiser la haine contre les « terroristes étrangers, les juifs, les bolchéviques », affiche très vite devenue le symbole du courage et du sacrifice.

Mélinée, sa « petite orpheline bien-aimée », échappera à l'arrestation avec l'aide de la famille Aznavourian. Pour, très vite, reprendre une activité dans la Résistance. Et, après-guerre, entretenir la mémoire des héros des FTP-MOI. Mais les connaît-on si bien, ces deux apatrides portés par le rêve communiste, rebelles qui s'étaient choisis une patrie : la France ? Missak, le poète, l'idéaliste, le « chef de bande ». Mélinée, la compagne, l'organisatrice, la militante. Gérard Streiff entremêle leurs destins dans ce récit : le génocide, l'exil, l'engagement, la clandestinité, la guérilla, l'exécution au Mont-Valérien. Leur amour resté inachevé et leur légende qui n'a cessé de grandir.

Né en 1949 en Moselle, journaliste et essayiste, **Gérard Streiff** a été correspondant à Moscou du quotidien *L'Humanité* (1982-1986), puis rédacteur en chef adjoint des magazines *Révolution* et *Regards*. Titulaire d'un DEA en histoire de l'IEP Paris, il est l'auteur, notamment, d'*Un soldat allemand dans la Résistance française* (Oskar éditeur, 2011) et *Marie-Claude Vaillant-Couturier. Une vie de résistance* (Ampelos, 2021). **Didier Daeninckx**, romancier multiprimé, est l'auteur de *Missak* (Perrin, 2009 ; Folio, 2018) et des albums jeunesse *Missak, l'enfant de l'affiche rouge* (Rue du monde, 2009) et *Avec les Manouchian* (Oskar, août 2023). Président d'Unité Laïque, **Jean-Pierre Sakoun** préside le Comité pour l'entrée au Panthéon de Missak Manouchian.

En librairie le 4 janvier 2024, 224 pages – 21 €

Contact presse : **LP Conseils / Patricia Ide Beretti**

patricia@lp-conseils.com Tél. : 07 79 82 30 75 / 06 58 40 78 71

Palestine : le désastre se poursuit et s'étend

Depuis la fin de la trêve entre Israël et le Hamas le vendredi 1er décembre dernier, les bombardements pleuvent encore et toujours sur la bande de Gaza. La région est devenue, selon les termes de l'Onu, « un lieu de mort inhabitable ». Le gouvernement israélien se targue d'y avoir achevé un nettoyage ethnique au nord. Au sud, les quelque 2,4 millions de réfugiés gazaouis n'ont toujours pas accès à l'eau, à des soins ou de la nourriture. Cette zone est la nouvelle cible des frappes israéliennes. On dénombre aujourd'hui 60 000 blessés, et déjà plus de 20 000 morts.

Les attaques se sont également étendues, comme en Cisjordanie, avec notamment l'organisation de raids, comme dans la ville de Jénine. Le conflit risque désormais un embrasement régional, avec les frappes d'Israël au Liban, contraires au droit international. D'autres pays, comme la Turquie, commencent à montrer des signes offensifs envers Israël et ses crimes. La région se trouve actuellement dans une situation de tension extrême, qui pourrait conduire au pire.

Les différentes forces progressistes palestiniennes et israéliennes, qui portent la volonté de lutter contre la politique de Netanyahu, pour la fin de la guerre et de la colonisation et pour la paix et la justice, doivent être entendues et soutenues par la communauté internationale.

Alors que les discussions sur "l'après" commencent, le MJCF réaffirme que la souveraineté du peuple palestinien doit être assurée sur ses territoires, y compris dans la bande de Gaza, conformément au droit international. Gaza ne doit pas devenir une colonie israélienne.

Dans la continuité de sa mobilisation pour la paix entre Israël et la Palestine, le MJCF réaffirme la nécessité de la fin des attaques, de la création d'un État palestinien et de la libération de tous les otages et des prisonniers palestiniens. Il est urgent de mettre fin à la folie guerrière et colonisatrice du gouvernement israélien. La France a un grand rôle à jouer afin d'obtenir un cessez-le-feu et le respect du droit international. ✪

Amado Lebaube




Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin

Taiwan, le message des urnes

La victoire de Lai Ching-te, candidat du Parti démocrate progressiste (PDP), élu le 13 janvier Président de Taïwan, n'a pas véritablement constitué une surprise après l'échec, en novembre, des pourparlers entre les formations d'opposition, le Kuomintang et le Parti populaire taiwanais (PPT) pour former une coalition. Reste que ce succès électoral n'est en rien un raz de marée et que le vote pour le parti présidentiel est en net recul. Avec un score de 40,1 %, Lai Ching-te fait beaucoup moins bien que son mentor, la présidente sortante Tsai Ing-wen, élue en 2016 avec 56,12 % des voix puis réélue en 2020 avec 57,1 %.

Ses deux challengers, Hou Yu-ih, candidat du Kuomintang, et Ko Wen-je, leader du PPT, recueillent respectivement, 33,5 % et 26,5 % des suffrages. Quant aux résultats des élections législatives qui se sont tenues le même jour, ils font figure de camouflet pour le PDP avec la perte d'une dizaine de sièges et de sa majorité. Il est devancé d'un siège par le Kuomintang (51 contre 50). Le PPT, pour sa part, en gagne trois, passant à 8.

Autre caractéristique du scrutin, la hausse de l'abstention qui progresse de 5 points (à 30 %) comparé à 2020.

Ce bouleversement de l'échiquier politique de l'île est révélateur de l'état d'esprit des Taïwanais qui, par les urnes, ont exprimé leur refus de se laisser enfermer dans le seul choix qu'on veut leur imposer : l'indépendance ou la guerre. Il témoigne surtout de leurs inquiétudes quant à la stagnation du pouvoir d'achat et face au prix exorbitant de l'immobilier. D'où la baisse de confiance dans le PDP qui n'a pas réussi à répondre aux attentes dans les domaines sociaux et économiques et qui consacre désormais plus de 2,5 % du PIB à la Défense. Globalement, l'activité économique taiwanaise a fortement ralenti depuis le printemps 2022 et l'île a même entamé l'année 2023 avec une petite récession.

L'émergence du PPT a traduit ces préoccupations de la population. Ko Wen-je, qui n'a pas fait des relations avec Pékin un enjeu majeur de sa campagne, a préféré marquer sa différence avec ses concurrents en mettant en avant les questions sociales. Ce qui vaut à ce nouveau parti créé en 2019 un succès électoral, notamment auprès des jeunes frappés de plein fouet par la crise du logement. Entre 50 et 60 % des



électeurs entre 20 et 29 ans lui ont accordé leurs voix. Comme il fallait s'y attendre, Lai Ching-te a immédiatement reçu le soutien des États-Unis et de ses alliés. Pékin, qui perçoit le nouvel élu comme un « grave danger » capable de « promouvoir les activités séparatistes » - comme le préconise la charte du PDP qui donne pour mission au parti la quête d'indépendance -, a renouvelé ses avertissements. Ces derniers étant autant en direction de Taipei que de Washington. Joe Biden a sans attendre détaché une délégation à Taïwan et a réaffirmé qu'il n'y aura aucune faiblesse dans la coopération militaire avec l'île, bastion maritime stratégique de l'indo-pacifique américain dirigé contre la Chine.

Les grandes oreilles étatsuniennes pourront-elles entendre le message des urnes de samedi dernier ? Le PDP, qui n'a pas obtenu un mandat fort de sa population, aura une marge de manœuvre limitée face à une population qui se montre plus attachée au statu quo avec le continent que ne le proclament les bellicistes de tous bords. Car force est de constater que 54 % des suffrages se sont portés vers les deux partis, Kuomintang ou PTP, favorables à une coopération et à des discussions avec Pékin. ☘

Dominique Bari



COMMUNISTES

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e

COMITÉ DE RÉDACTION : Igor Zamichiei (directeur),

Gérald Briant, Yann Henzel, Amado Lebaube, Méline Le Gourriérec,

Léna Mons, Rachel Ramadour. RÉDACTION : Gérard Streiff

Mèl : communistes@pcf.fr

RELECTURE : Jacqueline Lamothe

MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA